

# La voix de l'opposition de gauche

Le 31 janvier 2019

## CAUSERIE ET INFOS

• [Au format pdf \(pages\)](#)

Cette causerie a été rédigée sans tenir compte des infos de la veille.

Je ne peux plus visualiser une page Facebook, désormais il faut être abonné, donc créer sa page Facebook. Comme un nombre incalculable d'écervelés ont choisi ce support pour publier des infos, pour y accéder il va falloir que je crée une page qui demeurera vide, hormis le nom du portail et son adresse électronique. Et si je vois que je suis harcelé de pubs ou autres choses, je la fermerai aussitôt.

J'assimile cette méthode à un procédé autoritaire, puisque le contenu des pages Facebook n'appartient pas à Facebook, mais à ceux qui les ont créées. Quelle saloperie ! On est bien les otages des plus attardés.

Je rappelle qu'un simple portail ou blog fait parfaitement l'affaire ou rend exactement les mêmes services, et qu'il est référencé de la même manière par les moteurs de recherche, donc facilement accessible à tous.

## Une contribution politique.

**«Pour contrer le chaos créé par l'impérialisme, un leadership honnête et des institutions fortes doivent s'accompagner d'une mobilisation populaire intense et bien organisée»**

Par Atilio A. Boron et Mohsen Abdelmoumen - Mondialisation.ca, 27 janvier 2019

Le Professeur Atilio Borón est un sociologue, politologue, professeur et écrivain argentin.

**Mohsen Abdelmoumen : Comment expliquez-vous le recul de la gauche et la montée de l'extrême-droite en Amérique Latine, comme on l'a vu au Brésil avec l'élection du fasciste et tortionnaire Jaïr Bolsonaro et celle de Mauricio Macri en Argentine ?**

Prof. Atilio Borón : Il existe de nombreuses raisons, que je ne peux que résumer ici. Premièrement, l'intensité de la contre-offensive américaine visant à vaincre les gouvernements progressistes a été impressionnante. Macri était un cadeau inattendu, plus dû aux erreurs du kirchnerisme qu'à autre chose. Mais la victoire était très importante pour les États-Unis. Bolsonaro est le produit de la démobilisation du PT établie par Lula depuis les débuts, de la corruption complète du système judiciaire qui a mis en prison Lula et a permis à Bolsonaro de ne pas être présent dans les débats présidentiels, le soutien constant des médias hégémoniques et, bien sûr, les graves erreurs des gouvernements Lula/Dilma qui croyaient que la politique sociale et l'extraction de millions de personnes de l'extrême pauvreté seraient suffisantes pour changer la conscience populaire et faire de ces personnes les partisans de politiques progressistes. Comme en Argentine, il s'agissait d'une politique de redistribution des revenus sans éducation de masse ni socialisation. En plus de cela, le problème de la violence des gangs dans les favelas était crucial au Brésil, et il n'a pas été bien combattu par les gouvernements PT, ce qui donnait l'impression que la seule politique dont ils disposaient pour faire face à ce grave problème était un programme d'éducation civique à long terme qui, bien sûr, n'a pas réussi à arrêter le progrès fulgurants de la criminalité dans les bidonvilles et les favelas. Une propagande subtile et des métadonnées, plus Cambridge Analytica et l'habileté de Steve Bannon ont fait le reste. Le Brésil a prouvé, comme plus tôt en Amérique, que les « fake news » sont généralement considérées comme des informations fiables. Ainsi, les mensonges et la diffamation de la campagne Bolsonaro ont été extrêmement efficaces.

**Dans votre livre très pertinent “Twenty-First Century Socialism : Is There Life After Neo-Liberalism ?”, vous démontrez que l’Amérique Latine n’a aucune perspective avec le capitalisme, et vous démentez les thèses néolibérales qui affirment que le capitalisme est le remède à tous les maux. Ne pensez-vous pas que le système capitaliste a tout simplement échoué, que ce soit dans le centre capitaliste comme on le voit avec le mouvement des Gilets Jaunes en France mais aussi à la périphérie ? Ne pensez-vous pas que le système capitaliste n’offre aucune perspective nulle part ?**

Le capitalisme a été un immense échec. De nombreuses réalisations technologiques et des hausses très modestes du niveau de vie des majorités sociales se sont combinées à une concentration irrésistible de la richesse et des revenus, aussi bien au centre qu’à la périphérie. Le livre de Thomas Piketty et des milliers d’articles et de livres l’ont prouvé, et la tendance ne peut être inversée. Aujourd’hui, le 1% le plus riche de la population mondiale s’est emparé de plus de richesses que les 99% restants. Cette situation n’a pas de précédent dans l’histoire universelle ! Et c’est politiquement, socialement et économiquement insoutenable. En outre, les récents développements capitalistes ont nui à Mère Nature comme jamais auparavant. Ainsi, la « deuxième contradiction » du capitalisme, telle que posée par Jim O’Connor, est devenue fatale de nos jours. Suffisamment en regardant les catastrophes environnementales du changement climatique pour comprendre l’ampleur de ce problème et l’incapacité totale des sociétés capitalistes de s’en débarrasser.

**D’après vous, le capitalisme ne porte-t-il pas en son sein sa propre ruine ?**

Oui, c’était la thèse principale de Marx dans ses écrits, mais elle a également été établie, bien que métaphysiquement, par les réflexions pénétrantes de Hegel sur la dialectique des marchés et de la société civile dans le capitalisme. Mais, comme Lénine l’a enseigné, le système capitaliste ne s’effondrera pas à moins que des forces sociales et politiques ne le renversent. Bernstein avait tort à cet égard et Marx et presque tous ses partisans avaient raison de souligner le besoin d’une force révolutionnaire, qu’il s’agisse d’un parti, d’un mouvement ou de toute autre organisation populaire. De lui-même, le capitalisme perdurera malgré ses contradictions et, dans ce processus, la barbarie deviendra son signe distinctif.

**À votre avis, le mouvement des Gilets Jaunes qui a vu le jour en France et qui se propage en Europe n’est-il pas un mouvement révolutionnaire et fondamentalement anticapitaliste ?**

C’est une révolte populaire, anti-néolibérale mais pas entièrement anticapitaliste. De plus, il s’agit d’une collection extrêmement hétérogène d’acteurs sociaux et je ne suis pas sûr qu’au bout du compte, ils seraient tous prêts à prendre d’assaut la citadelle ou le pouvoir capitaliste. Je ne serais pas surpris si une partie importante d’eux finissait par mettre fin à leur activisme en rejoignant les forces de la droite. Le « poujadisme » a été une expérience très importante dans la France post-seconde guerre mondiale.

**Ne pensez-vous pas qu’il y a une nécessité de refondation de la gauche en Amérique Latine et dans le monde ? La classe laborieuse n’a-t-elle pas un besoin impératif d’un encadrement révolutionnaire qui obéit aux exigences du moment ?**

Oui, c’est absolument nécessaire. Mais nous sommes confrontés à un problème critique : la division des conditions objectives de la révolution, déjà suffisamment mûres, et le retard dans la constitution d’une conscience révolutionnaire, le retard dans la maturation des conditions subjectives. Malgré le passé, la perspective révolutionnaire est complètement invisible pour les masses, en Amérique Latine comme dans le reste du monde. La formidable efficacité des appareils idéologiques de l’État capitaliste a complètement effacé la révolution du paysage. Par conséquent, l’énorme importance de la bataille idéologique est de convaincre les masses que la révolution est non seulement possible mais nécessaire. Deuxièmement, une fois le premier acquis, nous devrions trouver la forme politique appropriée pour canaliser l’impulsion révolutionnaire renouvelée des masses. Les partis léninistes ou gramsciens traditionnels sont-ils la réponse adéquate à un nouveau prolétariat mondial, immense et très hétérogène, fragmenté en milliers de petits morceaux, comme un miroir brisé ? J’en doute. Le dicton de Mariategui selon lequel « la révolution ne peut être ni une « copie conforme » (calco, »trace »), ni une réplique mais une création héroïque des masses » est plus valable que jamais.

**L’ancien conseiller de Trump Steve Bannon est en train de fédérer toute l’extrême-droite en Europe. Sachant qu’en Amérique Latine, les USA ont soutenu des fascistes comme Bolsonaro et Macri, ne pensez-vous pas qu’il y ait un plan piloté par l’administration US d’unir toute l’extrême-droite à travers le monde ?**

Oui en effet. Et cela a été explicitement déclaré par Bannon et de nombreuses autres personnes. C'est une aspiration de longue date du gouvernement américain depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, et le changement rapide du climat politique (dans une direction réactionnaire, commençant en Europe en raison des réfugiés et de la présence croissante de la population musulmane) a fourni à Trump une opportunité en or. Cependant, le résultat est loin d'être ce qu'ils attendent et de nombreux facteurs interviennent dans l'évolution de la situation politique. Les résultats peuvent être très décevants pour le gouvernement américain.

**D'après vous, dans certains pays susceptibles de connaître des interventions impérialistes qui visent les richesses de leur sous-sol et par intérêt géopolitique, comme par exemple l'Algérie, n'y a-t-il pas une nécessité d'avoir des dirigeants légitimes et intègres et des institutions fortes pour éviter le chaos ? Ibn Khaldoun a prophétisé que les tyrans ramèneront les envahisseurs ; les véritables alliés de l'impérialisme ne sont-ils pas des dirigeants corrompus et illégitimes ?**

Pour contrer le chaos créé par l'impérialisme, un leadership honnête et des institutions fortes doivent s'accompagner d'une mobilisation populaire intense et bien organisée. Il existe de nombreuses histoires en Amérique latine dans lesquelles des gouvernements honnêtes ont été évincés par des coups d'État promus par le gouvernement américain et ses alliés oligarchiques sur le terrain. Prenons le cas de Salvador Allende au Chili en 1973 ou d'Arturo U. Illía en Argentine en 1966, deux exemples éloquents de ce que je dis. Par contre, les sabotages, la corruption et le despotisme ont été les marques de tout régime établi après une intervention impérialiste en Amérique latine ou dans les Caraïbes. Des cas tels qu'Alfred Stroessner au Paraguay, François Duvalier en Haïti, Rafael L. Trujillo en République dominicaine ou Anastasio Somoza au Nicaragua, sans parler des dictatures les plus récentes en Argentine, au Brésil et au Chili prouvent de manière concluante que les États-Unis et les intérêts locaux bourgeois ne croient pas du tout aux procédures démocratiques. La rhétorique de la droite est absolument fallacieuse. Si, pour faire prévaloir leurs intérêts, ils doivent tuer, incarcérer ou torturer, ils feront tout cela. Prenons le cas de Sukarno en Indonésie et l'assassinat de masse d'un demi-million de personnes afin de nettoyer le pays des « communistes » ; ou les milliers de « desaparecidos » (ndlr : disparus) en Argentine, ou les magnicides perpétrés contre des personnalités exceptionnelles de gauche en Amérique latine comme Joao Goulart, Pablo Neruda, Orlando Letelier (à Dupont Circle, Washington DC !!!), Omar Torrijos de Panamá et Jaime Roldós de l'Équateur, parmi les personnalités les plus connues. L'impérialisme et les gouvernements honnêtes ne vont pas bien ensemble. La lutte pour l'autodétermination nationale, pour une démocratie dynamique et pour une gouvernance honnête est vouée à l'échec sans une forte résistance contre l'impérialisme, véritable factotum des régimes les plus atroces jamais connus dans notre région.

**Les acquis de la révolution sandiniste au Nicaragua survivront-ils aux assauts permanents de l'impérialisme US ?**

Je pense que oui, mais au prix d'un durcissement du régime politique. Une citadelle assiégée n'offre jamais un terrain propice à la tolérance, au pluralisme, à des libertés débridées. Mais les plans de l'empire sont exactement de faire régresser le sandinisme dans une involution non démocratique menant à une « crise humanitaire » qui pourrait servir de prélude à une « solution libyenne » : invasion, chaos social et économique, troubles et lynchage d'Ortega et de son entourage immédiat.

**N'y a-t-il pas un risque d'intervention américaine au Venezuela ?**

Il y a des plans. Le Commandement du Sud l'a dit il y a quelques années. Le problème auquel ils sont confrontés est que les forces militaires bolivariennes sont fortes, bien équipées et prêtes à se battre. L'armée brésilienne hésite à participer à une invasion et ses homologues colombiens craignent que la distraction de leurs forces au Venezuela ne crée les conditions d'une croissance rapide de la guérilla dans leur pays. Donc, je n'excluais pas la possibilité d'une intervention militaire chirurgicale des États-Unis au Venezuela, mais jusqu'à présent, tout n'a été que pourparlers et aucune action. Par ailleurs, de manière non militaire, l'intervention américaine au Venezuela est persistante depuis la montée de Chavez en 1999. Les sanctions économiques, les sabotages, les tentatives de coup d'État, les pressions diplomatiques, le blocus commercial, etc. ont été courants et persistants au cours de toute l'expérience bolivarienne.

**Comment analysez-vous la transition politique à Cuba ? Comment expliquez-vous l'acharnement permanent de l'administration US contre Cuba depuis la mise en place de l'embargo en 1962 ?**

C'est une longue histoire. Déjà en 1783, John Adams demanda l'incorporation de Cuba sous la juridiction des États-Unis. Cuba a une énorme valeur géopolitique en tant que porte d'entrée principale des Caraïbes, qui est considérée par l'armée et les stratèges américains comme une sorte de « mare nostrum », et ils n'acceptent pas le fait que Cuba agisse en tant que nation souveraine, avec autodétermination et ne veuille pas recevoir humblement les ordres de la Maison-Blanche. Le blocus a échoué parce que le régime révolutionnaire n'est pas tombé, mais les souffrances infligées au peuple cubain sont énormes et criminelles, de même que les obstacles que le blocus a causés au développement économique de Cuba. Pourtant, la Révolution reste en mesure de proposer de meilleures politiques sociales en matière de santé, d'éducation et de sécurité sociale que la plupart des pays du monde, et pour Washington, c'est un « mauvais exemple » intolérable qui devrait être éradiqué à tout prix. Jusqu'à présent, ils n'ont pas été en mesure de le faire et je ne pense pas qu'ils le feront dans un proche avenir.

**On voit par exemple le martyr du peuple palestinien par l'entité criminelle d'Israël, ou le massacre du peuple du Yémen par l'Arabie saoudite, alliée des Etats-Unis. N'y a-t-il pas une nécessité d'avoir un front mondial anti-impérialiste que ce soit en Amérique, en Afrique, en Europe ou en Asie, où les peuples partagent le même combat : résister à l'impérialisme qui dévaste les pays et au capitalisme qui exploite et saigne les peuples ?**

Absolument. Chávez voulait créer ce front anti-impérialiste, mais sa demande n'a pas été bien accueillie car beaucoup interprètent mal sa proposition comme étant une renaissance ou la Troisième Internationale sous Staline. C'était stupide, mais malheureusement, de nombreuses organisations populaires ont suivi cette ligne. Samir Amin, François Houtart et moi-même avons proposé la création d'un tel front international au Conseil international du Forum social mondial de Porto Alegre et nous avons été battus, en grande partie à cause de l'opposition de puissantes ONG qui ont totalement rejeté cette idée. Non seulement cela : ces ONG ont également joué un rôle déterminant dans la diffusion d'un fort sentiment « antipolitique » qui méprisait les partis politiques, les dirigeants politiques et les agendas politiques. Au point qu'il était très difficile d'inviter Lula et Chávez aux réunions successives du Forum. Aujourd'hui, cela a changé, bien que je ne sois pas sûr de la profondeur et de la cohérence de ce développement prometteur. Mondialisation.ca, 27 janvier 2019

LVOG - Que faisiez-vous au Forum social mondial de Porto Alegre financé par les multinationales de Wall Street, dites-nous, vous en espériez autres choses, qu'est-ce que cela signifie sur le plan politique ? Les ONG sont des ennemis du mouvement ouvrier et de la classe ouvrière, des officines de la contre-révolution, de la réaction mondiale, comment, vous l'ignoriez monsieur le professeur et vos amis aussi ?

A votre décharge, peut-être que vous auriez été mieux inspirés si la IVe Internationale n'avait pas été liquidée au début des années 50 par les courants révisionnistes lambertiste et pabliste.

### Quelques sujets de réflexion politique.

**Quand ils disent eux-mêmes que la Ve République est foncièrement antidémocratique et irréformable.**

Il est vrai que la concentration du pouvoir a pour effet de concentrer aussi les critiques et les indignations. On le sait, la Ve République confie l'essentiel du pouvoir à un monarque républicain élu par le peuple. Les révisions constitutionnelles n'ont cessé de renforcer le pouvoir du président, de l'élection au suffrage universel direct en 1962 à l'introduction du quinquennat et des élections législatives dans la foulée en 2000, sans oublier les effets de la pratique gouvernementale. En sorte que l'affaiblissement progressif des corps intermédiaires n'est pas seulement dû à la personnalité des présidents ou à leur appétit de pouvoir, mais aux institutions elles-mêmes.

Les institutions politiques n'ont pas changé mais aujourd'hui, le délitement de la société de la démocratie – qu'en empruntant à Montesquieu, j'ai appelée "extrême" – est frappant. Toutes les institutions sont contestées. francetvinfo.fr 29.01

Le reste de l'article faisait l'éloge de Macron... France Info ne peut pas publier un article sans réserver une place à la propagande en faveur du régime, cela vous êtes censés le savoir depuis le temps.

**Quelle aberration, quel naufrage !**

Extrait. Le néo-conservatisme est une forme du trotskisme, donc idéologiquement d'extrême-gauche, ralliée à l'appareil d'État US lors de l'administration Reagan. Ses partisans n'ont cessé de basculer de gauche à droite et vice-versa à chaque alternance politique. Toutefois, ils se sont opposés à l'élection de Donald Trump qu'ils rejoignent pourtant maintenant. (Donald Trump a-t-il été contraint de renoncer ? par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 29.01

Thierry Meyssan, de tendance radicale de gauche si je ne me trompe pas, a cofondé le Réseau Voltaire avec un chef d'entreprise militant du PCF et cela se voit ou ceci explique en partie cela.

Il lui arrive régulièrement de délirer quand il a été surpris à se fourvoyer gravement, pour un peu il accuserait son chien, le trotskysme d'en être responsable. Après avoir affirmé que Trump incarnait "*le gouvernement du peuple par le peuple pour le peuple*", ce que j'avais dénoncé, voilà qu'il nous dit qu'en réalité ce serait le pire réactionnaire ou la pire ordure qui soit, et au lieu de "*rétablir la République*", de "*rendre l'Amérique aux Américains*", voilà qu'il serait prêt à la vendre à la Fed alliée au Pentagone, sans blague, quelle misère d'aussi énormes contradictions pour un journaliste par ailleurs de grand talent, dommage.

Ce n'est pas la première fois qu'on fait ce constat, je le signale pour ceux qui croiraient que je le découvrirais seulement maintenant, je sais parfaitement à quoi m'en tenir, rassurez-vous.

### **Le droit international ou la bonne conscience du petit bourgeois.**

Le petit bourgeois interprète le monde de préférence en fonction de ses propres besoins, c'est ce qui déterminera également son orientation politique. A proprement parler, c'est un opportuniste, il n'a pas vraiment de conscience politique, pas indépendante en tout cas, elle est dictée uniquement par ses intérêts individuels, c'est d'ailleurs ce qui le caractérise. Etant mieux loti que la moyenne, il soutiendra le régime en place ou le capitalisme dont dépend son statut ou son niveau de vie. Ponctuellement, il lui arrivera de soutenir la classe ouvrière ou de participer à sa mobilisation, s'il estime qu'il pourra en tirer profit à titre individuel.

Les nerfs, l'incohérence, les contradictions des laudateurs du droit international, des traités, conventions, déclarations ou chartes internationales en tous genres, bref, de l'ONU, sont mis à rude épreuve ces derniers temps parce qu'ils volent en éclats, et cela devrait s'amplifier. Ils en attendaient des miracles, oubliant qu'à l'impossible nul n'est tenu, à commencer par les chefs d'Etat des puissances occidentales impérialistes (pas seulement) !

Parce qu'ils continuent d'ignorer le contexte dans lequel ces mesures avaient été adoptées, ils en viennent à livrer des analyses de la situation mondiale qui ne correspondent pas à la réalité, retour à la "guerre froide", retour à "1983", retour "aux années 30", alors qu'il s'agirait plutôt d'un retour au milieu ou à la fin du XIXe siècle selon les nations, quand les différentes puissances coloniales guerroyaient à travers le monde et le prolétariat était faiblement organisé ou le mouvement ouvrier peinait à se constituer, à peine formé était-il presque aussitôt trahi par ses dirigeants, la comparaison s'arrêtera là. On notera au passage qu'à ces spéculations foireuses répondent en échos au sein du mouvement ouvrier les appels des opportunistes au retour aux "années heureuses, à la démocratie...

En réalité, elles furent le produit du rapport de forces établi entre le capitalisme et la classe ouvrière à partir de l'issue de la Première Guerre mondiale impérialiste, qui se traduisit par la montée en puissance du mouvement ouvrier international dont le point culminant fut la révolution russe victorieuse de 1917, période qui s'acheva au cours des décennies qui précédèrent et succédèrent l'implosion de l'URSS et ses satellites.

Le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale impérialiste du XXe siècle signifia aux peuples du monde entière qu'ils ne devaient accorder aucun crédit à ces traités, déclarations, chartes, qui avaient été conçus pour mieux les maintenir en servitude, pendant que leurs rédacteurs préparaient les prochaines guerres ou se livraient simultanément à d'autres guerres en Afrique et en Asie...

Les institutions qui constituaient le cadre dans lequel ils avaient été adoptés étant dirigées par les impérialismes les plus puissants de la planète qui se partageaient le marché mondial, Société des Nations (SDN), puis l'Organisation des Nations Unies (ONU), il fallait être aveugle ou de mauvaise foi ou encore d'une naïveté incroyable pour ne pas comprendre que ces accords signés ne serviraient jamais la paix, le progrès social ou le bien-être des peuples, surtout après la proclamation d'Israël, et que les représentants du

capitalisme s'emploieraient à les contourner dans un premier temps, pour ensuite les ignorer ou les piétiner littéralement pour peu que le rapport de force entre les classes leur soit plus favorable, sur fond de crise du capitalisme mondial devenue permanente.

La remise en cause de la convertibilité du dollar en or en 1971 par les Américains, fut leur réponse économique aux mouvements populaires qui avaient secoué tous les continents à la fin des années 60, et le néolibéralisme en fut leur réponse politique, avec en perspective la centralisation et la concentration de tous les pouvoirs pour instaurer un nouvel ordre mondial de type totalitaire, dont les régimes de Pinochet, Videla, Thatcher et Reagan ne furent qu'un avant-goût, se caractérisant notamment par une intransigeance totale face au mouvement ouvrier et par sa féroce répression, la poursuite des guerres impérialistes.

La mise en oeuvre de leur stratégie totalitaire s'accéléra dès cette époque pressentant la fin prochaine de l'URSS à laquelle ils allaient contribuer de manière décisive dès les années 70, qui se précisa lors de la chute de la Pologne en 81, dès lors ce n'était plus qu'une question de quelques années, et ils pouvaient préparer l'offensive tout azimut qu'ils allaient livrer contre le prolétariat mondial sans craindre qu'il se soulève puisque le mouvement ouvrier international allait littéralement se disloquer à l'issue de cette expérience, les social-démocrates et les staliniens en profitant pour rallier ouvertement leur camp naturel, celui du capitalisme, donc abandonnant la classe ouvrière totalement désarmée pour résister et affronter cette offensive de la réaction mondiale, puisque durant les cinquante années précédentes elle avait été incapable de se doter d'une nouvelle direction et d'une nouvelle Internationale.

Il ne leur restait plus qu'à laisser pourrir sur place le mouvement ouvrier, à l'y aider évidemment, en proie à des contradictions dont il n'allait pas parvenir à venir à bout au cours des 3 décennies suivantes, tous ses courants n'ayant jamais cessé d'être à la remorque de la social-démocratie dégénérée et du stalinisme, ce qu'ils justifient ou ce dont ils sont fiers aujourd'hui, ce qui a de quoi rassurer nos ennemis n'en doutons pas.

A l'étape suivante, annoncée ou préparée par l'élection de Sarkozy, puis de Hollande, ils allaient réaliser un véritable coup d'Etat en portant à la présidence la créature monstrueuse qu'ils avaient minutieusement sélectionnée et formée, Macron, pour porter le coup de grâce à ce qui restait de nos droits les plus vitaux, ou engager définitivement la France sur la voie du néolibéralisme totalitaire ou de la gouvernance mondiale.

Ce qu'il faut bien comprendre, c'est qu'en liant le sort de la classe ouvrière et des classes moyennes au respect de ces traités, déclarations ou chartes, à l'ONU principalement, tous ceux qui n'ont cessé de s'en réclamer depuis 1944-45, ont livré pieds et mains liés au capitalisme et à ses représentants, ils leur ont interdit de chercher une issue politique au-delà du capitalisme, hors du carcan institutionnel qui était destiné justement à les étouffer, ils partagent donc l'extraordinaire responsabilité de la situation dramatique actuelle.

Ces philistins, qui eux aussi ne doutent de rien, justifient leur orientation politique en expliquant que les concessions qu'elle comportait était un moindre mal ou inévitables et qu'elles servaient les intérêts des peuples, sans se soucier que ceux de l'immense majorité d'entre eux seraient sacrifiés ou continueraient de crouler sous la misère ou les bombes. En fait du moment que la crise du capitalisme mondial pouvait être contenue et que intérêts des classes moyennes ou des couches supérieures de la classe ouvrière dans les pays occidentaux étaient préservées, le reste leur importait peu. On en veut pour preuve qu'ils ne cesseront de s'adresser aux représentants du capitalisme, dans lesquels ils avaient placé leur propre destin ou avec lesquels ils partagent les mêmes intérêts, au lieu de s'adresser à la classe ouvrière qu'ils considèrent comme insignifiante ou qu'ils méprisent, qui en tout cas ne peut pas ou ne doit pas prétendre à gouverner ou doit demeurer soumise indéfiniment au règne impitoyable de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Ces petits bourgeois ont mis leurs talents au service des esclavagistes et dictateurs des temps modernes, au nom du progrès social, de la démocratie, de la liberté, autrement dit, ils se sont livrés à une épouvantable escroquerie politique à peine déguisée digne de leurs maîtres à penser.

Leurs masques marqués du sceau de l'infamie tombent les uns après les autres, et on ne peut que s'en réjouir. Ils pleurnichent après leurs premières victimes en attendant angoissés que leur tour vienne, cela ne tardera plus maintenant, du coup certains d'entre eux ou la plupart s'en arrangeront et rejoindront ouvertement les rangs de la pire réaction par crainte de perdre leur statut privilégié, la seule chose qui n'a jamais cessé de compter pour eux. Seuls quelques intellectuels courageux et isolés qu'on comptera sur les doigts d'une main rejoindront le camp de la résistance au totalitarisme, sans qu'on exige d'eux l'impossible ou qu'ils rejoignent spontanément le camp de la révolution socialiste mondiale, puisqu'ils en sont incapables

à ce stade. Et ceux qui hésitent préféreront encore se vendre au plus offrant, ce marché est moins prospère qu'autrefois, mais il existe encore, voyez RT ou Spunik par exemple.

De manière générale, il ne faut accorder aucune confiance à un auteur qui se réclame du droit international, de l'ONU ou une de ses officines. Demandez ce qu'il en pense à un Palestinien ou à un de ces peuples qui ont connu depuis 1945 la famine, des guerres civiles, des guerres, des coups d'Etat, des épidémies, etc. tous cautionnés par l'ONU, avec la bénédiction du droit international et celle du Pape qui estime légitime l'existence des riches et des pauvres, l'origine des inégalités ou du capitalisme, de tous ces criminels méfaits.

Pour conclure, la crise du capitalisme a atteint une telle profondeur ou elle a pris une telle ampleur que non seulement aucun retour en arrière n'est possible, mais il est devenu impossible de la stopper, ni même de la ralentir sans affronter directement le prolétariat, d'où les multiples coups d'Etat orchestrés par la branche radicale de l'oligarchie financière internationale en Amérique latine ou le recours au fascisme en Europe, en Italie, en Espagne avec Vox, en France avec Macron, Porochenko en Ukraine, en embuscade aux Etats-Unis où se sont enchaînés ces derniers jours des discours particulièrement belliqueux envers la Syrie, le Venezuela, l'Iran, la Russie et la Chine.

Dans ce contexte politique, comme à la veille des deux guerres mondiales du XXe siècle, tous les traités, conventions, déclarations ou chartes internationales qui n'ont pas servi à protéger des bombardements (ou de l'invasion) de l'Otan ou des puissances occidentales impérialistes la Serbie, la Somalie, l'Afghanistan, l'Irak, la Libye, la Syrie, le Yémen, ne sont plus que destinés à être violés par ceux qui les ont rédigés et signés, et porteur de nouvelles guerres, de déstabilisation ou d'ingérences destructrices d'autres Etats et pays...

### **Suite du mouvement populaire du 17 novembre**

#### **Appel de la première "Assemblée des Assemblées" des Gilets Jaunes**

Nous, Gilets Jaunes des ronds-points, des parkings, des places, des assemblées, des manifs, nous sommes réunis ces 26 et 27 janvier 2019 en « Assemblée des assemblées », réunissant une centaine de délégations, répondant à l'appel des Gilets Jaunes de Commercy.

Depuis le 17 novembre, du plus petit village, du monde rural à la plus grande ville, nous nous sommes soulevés contre cette société profondément violente, injuste et insupportable. Nous ne nous laisserons plus faire ! Nous nous révoltons contre la vie chère, la précarité et la misère. Nous voulons, pour nos proches, nos familles et nos enfants, vivre dans la dignité. 26 milliardaires possèdent autant que la moitié de l'humanité, c'est inacceptable. Partageons la richesse et pas la misère ! Finissons-en avec les inégalités sociales ! Nous exigeons l'augmentation immédiate des salaires, des minima sociaux, des allocations et des pensions, le droit inconditionnel au logement et à la santé, à l'éducation, des services publics gratuits et pour tous.

C'est pour tous ces droits que nous occupons quotidiennement des ronds-points, que nous organisons des actions, des manifestations et que nous débattons partout. Avec nos gilets jaunes, nous reprenons la parole, nous qui ne l'avons jamais.

Et quelle est la réponse du gouvernement ? La répression, le mépris, le dénigrement. Des morts et des milliers de blessés, l'utilisation massive d'armes par tirs tendus qui mutilent, éborgnent, blessent et traumatisent. Plus de 1.000 personnes ont été arbitrairement condamnées et emprisonnées. Et maintenant la nouvelle loi dite « anti-casseur » vise tout simplement à nous empêcher de manifester. Nous condamnons toutes les violences contre les manifestants, qu'elles viennent des forces de l'ordre ou des groupuscules violents. Rien de tout cela ne nous arrêtera ! Manifester est un droit fondamental. Fin de l'impunité pour les forces de l'ordre ! Amnistie pour toutes les victimes de la répression !

Et quelle entourloupe que ce grand débat national qui est en fait une campagne de communication du gouvernement, qui instrumentalise nos volontés de débattre et décider ! La vraie démocratie, nous la pratiquons dans nos assemblées, sur nos ronds-points, elle n'est ni sur les plateaux télé ni dans les pseudos tables rondes organisées par Macron.

Après nous avoir insultés et traités de moins que rien, voilà maintenant qu'il nous présente comme une foule haineuse fascisante et xénophobe. Mais nous, nous sommes tout le contraire : ni racistes, ni sexistes, ni homophobes, nous sommes fiers d'être ensemble avec nos différences pour construire une société solidaire.

Nous sommes forts de la diversité de nos discussions, en ce moment même des centaines d'assemblées élaborent et proposent leurs propres revendications. Elles touchent à la démocratie réelle, à la justice sociale et fiscale, aux conditions de travail, à la justice écologique et climatique, à la fin des discriminations. Parmi les revendications et propositions stratégiques les plus débattues, nous trouvons : l'éradication de la misère sous toutes ses formes, la transformation des institutions (RIC, constituante, fin des privilèges des élus...), la transition écologique (précarité énergétique, pollutions industrielles...), l'égalité et la prise en compte de toutes et tous quelle que soit sa nationalité (personnes en situation de handicap, égalité hommes-femmes, fin de l'abandon des quartiers populaires, du monde rural et des outre-mers...).

Nous, Gilets Jaunes, invitons chacun avec ses moyens, à sa mesure, à nous rejoindre. Nous appelons à poursuivre les actes (acte 12 contre les violences policières devant les commissariats, actes 13, 14...), à continuer les occupations des ronds-points et le blocage de l'économie, à construire une grève massive et reconductible à partir du 5 février. Nous appelons à former des comités sur les lieux de travail, d'études et partout ailleurs pour que cette grève puisse être construite à la base par les grévistes eux-mêmes. Prenons nos affaires en main ! Ne restez pas seuls, rejoignez-nous !

Organisons-nous de façon démocratique, autonome et indépendante ! Cette assemblée des assemblées est une étape importante qui nous permet de discuter de nos revendications et de nos moyens d'actions. Fédérons-nous pour transformer la société !

Nous proposons à l'ensemble des Gilets Jaunes de faire circuler cet appel. Si, en tant que groupe gilets jaunes, il vous convient, envoyez votre signature à Commercy (assembleedesassemblees@gmail.com). N'hésitez pas à discuter et formuler des propositions pour les prochaines « Assemblées des assemblées », que nous préparons d'ores et déjà.

Macron Démission ! Vive le pouvoir au peuple, pour le peuple et par le peuple.

Appel proposé par l'Assemblée des Assemblées de Commercy.

Il sera ensuite proposé pour adoption dans chacune des assemblées locales.

### **Chacun (...) saura (...) quoi en faire... sauf lui !**

Mélenchon - C'est sans doute l'initiative la plus captivante de celles qui se prennent ces temps-ci à l'initiative des gilets jaunes. L'assemblée des assemblées citoyennes de gilets jaunes à Commercy semble prolonger en profondeur le mouvement né sur les ronds-points en lui donnant une expression collective non partisane. Autrefois, dans les luttes étudiantes on aurait appelé cela une « coordination des AG ». Dans les grèves de salariés, un comité national de grève.

Dans la lutte du peuple, l'assemblée citoyenne est la structure de base du mouvement. L'idée de se fédérer nationalement est ici la vraie nouveauté, le vrai pas en avant. Dans la Révolution de 1789, de tels comités se constituèrent pour organiser l'action locale et notamment l'auto-défense des communautés rurales. C'est de là que partit la Fête de la Fédération qui célébra nationalement le premier anniversaire officiel du 14 juillet. C'est dire si l'initiative de Commercy porte un sens large et profond. J'ai trouvé le texte de l'appel final sur le site de Reporterre. Je crois utile de le faire connaître du mieux que je peux, en utilisant tous mes moyens de communication. Chacun de ceux qui me lisent saura, j'en suis certain, quoi en faire. melenchon.fr 28.01

Il est impayable ! Il est vrai qu'une telle initiative ne lui serait pas venue à l'idée. D'ailleurs, il ne dit pas qu'il va la reprendre à son compte ou on ignore à part débiter son baratin habituel ce qu'il va en faire. Etrange pour le chef d'un parti qui revendiquait des centaines de milliers d'adhérents et qui a eu plus de 9 millions d'électeurs...

Une proposition.

Je propose que tous les partis qui se réclament de la classe ouvrière se rassemblent et appellent ensemble les travailleurs à se réunir en Assemblée populaire dans chaque commune où aucune Assemblée n'existe encore, et s'adressent aux sections syndicales des entreprises présentes sur ces communes pour qu'elles y participent. Et partout où il existe déjà une Assemblée des Gilets Jaunes, ils doivent appeler ensemble à y participer et y participer eux-mêmes évidemment.

Si on rassemble toutes nos forces dispersées et qu'on met toute notre énergie au service de cette cause, Macron et le régime peuvent tomber. Parfois la détermination a force d'argument...

**Autre point.**

Eric Drouet et Maxime Nicolle, sont des purs produits des réseaux sociaux tels qu'on a pu les voir à l'oeuvre au cours des dernières années en Tunisie, en Egypte, en Irak, en Libye, en Syrie, qui ont donné lieu à toutes sortes de manipulations et d'illusions dont ont dû revenir tous ceux qui les avaient suivis aveuglément avant de quasiment disparaître aussi vite qu'ils étaient apparus opportunément ou que les objectifs de leurs créateurs avaient été atteints. Si les médias institutionnels n'avaient pas relayé en boucle leurs appels parus sur Facebook, il y a fort à parier qu'après avoir séduit à peine quelques milliers de personnes dans toute la France, on n'en aurait plus entendu parler. Alors qu'il est extrêmement difficile à un nouveau parti politique d'émerger, on est en droit de se demander comment deux inconnus sortis de nulle part ont pu pour ainsi dire s'autoproclamer dirigeants des Gilets Jaunes et se voir propulsés du jour au lendemain sur le devant de la scène politique.

On peut tenter une explication, et imaginer que ceux qui ont conçu ce stratagème comptaient se servir de leur inexpérience de la lutte de classe et de leur absence de convictions profondément enracinées pour affaiblir les adversaires et les ennemis de Macron, afin qu'il puisse appliquer tranquillement la suite de son programme politique. Il fallait avant tout créer les conditions pour pouvoir leur infliger une cinglante défaite, et il n'y aurait rien de telle que quelques chose suffisamment spectaculaire pour choquer les esprits, une sorte de soulèvement mal organisé ou sans direction pour y parvenir, ses dirigeants autoproclamés ou inexpérimentés perdraient pieds à un moment donné, multiplieraient les atermoiements ou les indécisions, les erreurs, se décrédibiliseraient eux-mêmes du même coup, ce mouvement se diviserait et commencerait à se disloquer, ce qui permettrait de le réprimer violemment, et tout rentrerait dans l'ordre au bout de quelques mois. Ils n'ont pas eu besoin de faire intervenir leurs propres agents, les réseaux sociaux fourmillent d'éléments pouvant faire parfaitement l'affaire pratiquement sans risque et à leur insu.

Cela, c'est le scénario qu'ils ont dû concevoir. Sauf que la situation a pris une autre tournure, cette fois inattendue, lorsque des centaines de milliers de travailleurs se sont saisis de cette occasion pour surgir à leur tour sur la scène politique et exiger la démission de Macron, manifestant leur détermination à ne rien céder pour n'avoir plus rien à perdre, ce que visiblement les conseillers de Macron n'avaient pas prévu au programme.

Pour tenter de briser la dynamique engagée et éviter que des millions de travailleurs s'y rallient, ils ont décidé de se lancer dans une parodie de démocratie en mettant à contribution les élus et les partisans de Macron dans une mise en scène grotesque destinée à légitimer sa politique et les institutions, le "grand débat national", qui est la réponse politique à la question du pouvoir et de l'Etat que pose directement la constitution des Assemblées populaires ou l'organisation indépendante des masses qui cherchent une issue à la crise du capitalisme et du régime conforme à leurs intérêts de classe, le pire scénario qu'ils pouvaient envisager puisqu'à terme il déboucherait sur une situation de double pouvoir qui ne pourrait être résolu que par une insurrection du peuple ou son écrasement dans un bain de sang.

**En guise d'épilogue à ce point. Drouet et Nicolle les girouettes.**

Comme je le fais souvent le soir, après manger j'écris un peu, puis si ma connexion Internet le permet, je m'avance pour le lendemain en consultant les articles de presse du jour.

J'avais lu que monsieur Drouet avait appelé samedi 26 janvier dans un communiqué à un "*soulèvement sans précédent*" après la blessure à l'oeil de Jérôme Rodrigues, une figure du mouvement nous dit-on. En

revanche, ce que j'ignorais, c'est que peu de temps après il avait retiré ce communiqué de "La France colère !", sa page Internet.

Mieux encore, lundi 28, monsieur Rodrigues annonce que Drouet se joignait à son appel au calme, tandis que le sieur Drouet faisait son mea culpa au ministre de l'Intérieur qui voulait le traîner devant les tribunaux pour avoir appelé à un soulèvement en écrivant dans un Facebook Live. "*J'étais au chevet de Jérôme quand l'équipe d'administrateurs l'a rédigé. (...) Je ne l'ai lu qu'après. Le mot "soulèvement" était de trop*", a-t-il estimé, appelant "*au plus grand pacifisme*" pour la prochaine journée d'action samedi. (source : AFP 29.01) Allez, va te coucher !

### **En quelques heures mon analyse était confirmée. Et un petit rappel sur la dialectique de la lutte des classes.**

Quant aux autres dirigeants autoproclamés qui ont depuis créé un parti ( Jacline Mouraud) ou des listes aux élections européennes (Ingrid Levavasseur ou Jean-François Barnaba associé au chanteur Francis Lalanne), ils ont tous été rapidement récupérés par le régime ou ses partis par crainte d'être associés à un affrontement direct avec le régime qu'ils ne souhaitaient pas, ils n'ont pas pu rompre avec l'idéologie dominante.

Avec de tels dirigeants on est sûr d'aller à l'abattoir inutilement, donc la meilleure voie est encore celle des Assemblées populaires qu'il faut essayer de développer dans tout le pays. Et si cela s'avérait impossible ou que ce mouvement finisse par se disloquer ou s'éteindre, il faudrait en chercher la signification, se demander pourquoi les masses n'ont-elles pas profité de cette occasion pour se soulever contre le régime. Si on répondait que c'était parce qu'elles avaient encore les moyens de supporter les coups qui leur sont portés ou les conséquences des contre-réformes successives depuis plus de 30 ans, autant dire qu'on pourrait attendre très longtemps ou indéfiniment avant qu'un soulèvement se produise, mais en toile de fond qu'on l'admette ou non, cela signifierait que l'influence idéologique qu'elles subissent constitue le facteur déterminant qui conditionne leur comportement, et puisqu'on refuse de le reconnaître et de s'y attaquer, et bien il n'y aurait plus qu'à dire adieu à toute issue politique ou attendre des jours meilleurs qui ne viendront finalement jamais.

La dialectique de la lutte des classes, ce n'est pas seulement des rapports entre conditions objectives et subjectives, c'est aussi l'évolution interne de chacune de ses conditions qui va contribuer à renforcer ou atténuer leur rôle au sein des rapports qui les lient. Si maintenant on décrète ou on s'en tient à la formule selon laquelle les conditions objectives l'emportent toujours sur les conditions subjectives, en partant du constat que les conditions objectives seraient encore favorables à la majorité des masses et qu'il risque d'en être encore ainsi pour de longues décennies, logiquement on ne peut être qu'amené à considérer que la révolution doit être envoyée aux calendes grecques ou qu'il est inutile de combattre dans cette perspective politique.

En revanche, si on considère qu'un aspect des conditions objectives est susceptible de se transformer en condition subjective du fait de l'évolution défavorable de la société, de sa décadence, de sa décomposition, des rapports détestables qu'elle a engendrés et auxquels personne ne peut échapper, processus particulièrement lent et laborieux il faut bien l'admettre, les rapports entre conditions objectives et subjectives peuvent s'inverser au profit des conditions subjectives, qui à leur tour si elles se traduisent par une prise de conscience peut déclencher un changement de comportement chez les travailleurs les plus conscients et favoriser leur engagement politique, qui en intervenant dans la lutte des classes deviennent à leur tour un facteur objectif modifiant et rééquilibrant le rapport de forces établis entre conditions objectives et subjectives permettant d'entrevoir à nouveau l'espoir ou la possibilité de changer la société, de renverser le régime en place.

D'autant plus que l'on sait, que seul une minorité participe au début à la révolution, tandis que la majorité des travailleurs affichent une neutralité bienveillante à son égard avant de la rejoindre. Il s'agit donc de se donner les moyens de réunir les conditions subjectives qui permettront de rassembler une minorité de travailleurs conscients dans un parti ouvrier révolutionnaire, qui auront acquis l'expérience et les connaissances indispensables pour guider, orienter et prendre la direction d'un soulèvement des masses minoritaire, pour qu'il soit suffisamment crédible et déterminé et que la majorité des travailleurs s'y engageant.

Ce que nous n'avons pas su faire jusqu'à présent, c'est gagner au socialisme cette minorité de travailleurs les plus critiques envers le capitalisme, ceux auxquels il ne manque pas grand chose pour qu'ils rompent avec le régime et son idéologie. Leurs conditions objectives pour peu qu'elles leur soient favorables, car il peut aussi y avoir des travailleurs conscients parmi les couches les plus défavorisées, servent d'obstacles à leur engagement politique, certes, on le sait, mais ce n'est pas un obstacle insurmontable, sauf évidemment si on décide le contraire, dans ce cas-là autant ne pas s'adresser à eux car cela ne servira à rien. Certes, ils disposent de conditions matérielles qui leur permettent encore de vivre à peu près normalement, par contre ce n'est pas le cas de leurs aspirations les plus profondes qui sont bafouées en permanence.

Que leurs conditions d'existence leur procurent certaines satisfactions, il n'en demeure pas moins qu'ils ont plus ou moins conscience qu'elles sont aléatoires, éphémères, mesquines, futiles ou superficielles, fabriquées, minables ou forcées plus que réelles très souvent, de telle sorte que le reste du temps, soit la majorité de leur existence ce sont des gens profondément frustrés, qui n'ont jamais voulu avoir cette vie-là, qui avaient espéré autre chose, sans parler que ces petits plaisirs s'accompagnent d'une multitude de complications, de difficultés, de déboires, de désillusions, d'angoisses, de souffrances en tout genre qui leur pourrissent littéralement la vie, bref, bien qu'ils fassent partie de la majorité la mieux lotis, il n'empêche qu'ils sont en proie à tant de contradictions qu'ils ne peuvent pas passer à côté, sans parler des humiliations qu'ils sont contraints de subir, et l'hypocrisie ou le mensonge dans lequel ils sont obligés de se réfugier pour se donner bonne conscience ou pour justifier le traitement privilégié que leur accorde la société, tout cela à un côté insupportable ou détestable quand on se regarde en face, quand on regarde la réalité en face, et personne ne peut y échapper.

Et c'est uniquement parce qu'ils sont sous l'influence idéologique du régime qu'ils peuvent adopter ce comportement, c'est elle qui lui fournit tous les prétextes dont il a besoin pour le justifier, ce qui entre violemment en contradiction avec leurs aspirations comme on vient de le rappeler, et bien c'est cette faille, cette faiblesse qu'il faut exploiter pour qu'ils s'en détachent ou parviennent à la conclusion qu'ils doivent rompre avec le régime, qu'ils ne peuvent rien en espérer de mieux, mais pire s'ils ne le combattent pas.

Qu'on ne vienne pas nous dire que les centaines de milliers de travailleurs sensés ou parmi les plus évolués demeureraient insensibles à cette argumentation, car elle décrit la réalité qu'ils vivent quotidiennement.

Reste à nos dirigeants ou à ceux qui s'autoproclament dirigeants d'apprendre à maîtriser la dialectique, et ensuite nous pourrons peut-être espérer sérieusement nous en sortir, pas avant.

Pour être agréable à ceux parmi mes détracteurs qui sont friands de citations, j'en ai dégoté une par hasard qui devrait leur convenir :

- *"Nous appelons notre dialectique matérialiste, parce que ses racines ne sont ni dans les cieux (ni dans les profondeurs de notre "libre esprit"), mais dans la réalité-objective, dans la nature. La conscience est née de l'inconscient, la psychologie de la physiologie, le monde organique de l'inorganique, le système solaire de la nébuleuse. A tous les degrés de cette échelle du développement, les changements quantitatifs sont devenus qualitatifs. Notre pensée, y compris dialectique, n'est qu'une des manifestations de la matière changeante. Il n'y a place, dans cette mécanique ni pour Dieu, ni pour le diable, ni pour l'âme immortelle, ni pour les normes éternelles du droit et de la morale. La dialectique de la pensée, procédant de la dialectique de la nature, a par conséquent un caractère entièrement matérialiste."* (L'opposition petite-bourgeoise dans le Socialist Workers Party. - L. Trotsky)

Il en va également ainsi des rapports entre les conditions objectives et subjectives. Une pensée ou une idée, une théorie appartiennent aux conditions subjectives jusqu'au moment où elles se traduisent en pratique et en terme d'organisation et se transforment en conditions objectives agissant sur le cours de la société...

C'est ce qu'on devrait enseigner aux enfants dès l'école primaire, non ? Mais comme ce n'est pas le cas, tous leurs rapports au monde extérieur y compris à leur propre nature s'en trouvent faussés, la plupart du temps jusqu'à la fin de leur existence. C'est vraiment un truc auquel chacun devrait profondément réfléchir ou mieux, que chacun devrait étudier sérieusement, si possible jusqu'à fin de son existence puisqu'on n'en viendra jamais à bout, à moins bien sûr de se prendre pour Dieu ou le diable!

S'il y avait dans la vie un seul sujet qui vaudrait la peine d'être étudié, ce serait celui-là. Il permet de prendre conscience de notre inconscience ou de notre ignorance, et il porte à faire preuve de modestie plutôt que se prendre pour ce qu'on n'est pas.

### **Dernières infos en guise de confirmation.**

- Maxime Nicolle menace de quitter la France - Le HuffPost 30 janvier 2019

Maxime Nicolle, figure du mouvement des gilets jaunes, lance un ultimatum au gouvernement, dans une vidéo, diffusé mardi 29 janvier, sur la page Facebook "Fly rider infos blocage". En l'absence "d'avancée concrète", "dans les deux semaines qui suivent", il indique qu'il quittera l'Hexagone et demandera l'asile politique dans deux semaines si l'exécutif ne répond pas aux attentes des Gilets jaunes. Le HuffPost 30 janvier 2019

- Européennes : après des défections, la liste gilets jaunes dans la tourmente - Liberation.fr 29.01

Marc Doyer et Hayk Shahinyan ont tous les deux quitté la liste gilets jaunes. Ces départs marquent une frontière nette entre deux courants de la mobilisation : les réseaux sociaux et les ronds-points d'un côté, les canaux politiques plus classiques de l'autre. Liberation.fr 29.01

- Gilets jaunes: une seconde liste pour les européennes? - L'Express.fr 30 janvier 2019

Un des meneurs niçois de la contestation a présenté mardi l'ébauche d'une liste "apolitique et asyndicale" qu'il compte présenter aux élections européennes, baptisée "Union Jaune", pour porter des idées notamment en matière d'immigration et de souveraineté.

"Si j'ai cette chance que je suis élu ambassadeur ou député de nos grands coeurs jaunes, je m'engage à percevoir un Smic et à reverser la différence au Restos du Coeur", a proclamé Patrick Cribouw, 64 ans, un récidiviste du vote blanc, épaulé par deux porte-parole tout aussi novices que lui en politique. L'Express.fr 30 janvier 2019

- On a testé la "vraie" plateforme de débat des gilets jaunes - Le HuffPost 30 janvier 2019

Critiques envers le grand débat national mis en place par le gouvernement, des citoyens ont créé une alternative présentée comme neutre et ouverte.

Il était censé être la réponse à la crise qui dure depuis plus de deux mois. Mais le grand débat national voulu par Emmanuel Macron n'en finit pas d'être critiqué de toutes parts. En réponse, des gilets jaunes lancent ce mercredi 30 janvier une plateforme concurrente permettant de débattre en ligne de questions sociétales: "le vrai débat". Le HuffPost 30 janvier 2019

### **Autre point. Une revendication pour fédérer les classes exploitées.**

Annulation de la dette des travailleurs. On a déjà payé avec notre sueur, vous nous avez déjà extorqué une partie de la plus-value que nous avons produite, on ne payera pas, on ne vous engraissera pas toute notre vie !

Les Gilets Jaunes n'ont pas mis en avant cette revendication capitale qui pourrait rallier ou déclencher le soulèvement des plus larges masses, car tous les travailleurs ou presque sont endettés, parfois ou souvent lourdement, y compris ou surtout les membres des classes moyennes, les petits patrons, les artisans, les commerçants, les agriculteurs, tous ceux qui sont au chômage, et qui d'une certaine manière contraints ou forcés se sont lancés dans l'aventure de l'auto-entrepreneuriat, nombreux sont ceux qui ont dû s'endetter sur de nombreuses années pour se loger, là encore contraints ou forcés du fait des loyers prohibitifs ou de la crise du logement, d'autres ou les mêmes ont dû acheter à crédit une voiture par nécessité pour aller travailler ou parce qu'ils sont éloignés de tout commerce ou service.

Je peux me tromper, mais à mon avis, cette revendication est une bombe encore plus efficace que la hausse du smic, des retraites, etc. elle concerne une multitude de travailleurs écrasés par les dettes, qui

enchaînent les crédits pour juste essayer de continuer à vivre à peu près normalement, crédit à la consommation qui pousse à vivre au-dessus de ses moyens mais pas forcément, pour atténuer bien des frustrations ou privations, ce qui est somme toute compréhensif aussi, crédit revolving, rechargeable, qui font que vous ne cessez de verser des intérêts aux banquiers qui s'engraissent ainsi en dormant sur votre dos, les bienfaits de la politique d'austérité ou des salaires misérables, de la hausse des prix déguisées, de nouveaux besoins qui se sont transformés en nouvelles charges, etc.

### **Autre point. Sur le RIC ou RIP.**

J'avais indiqué dans une causerie que le RIC ou RIP présentait des avantages et des inconvénients.

L'un des avantages qu'il faut peut-être retenir ou qui est déterminant, c'est qu'il est incompatible avec la Constitution de la Ve République et le régime, l'UE également, puisqu'il remettrait en cause l'hégémonie politique de la classe des capitalistes ainsi que ses besoins, qui privée de son pouvoir politique ne pourrait plus défendre son pouvoir économique, ce qui pour eux et ses représentants est inconcevable évidemment.

Présenté de cette manière-là, c'est une véritable bombe politique destinée à faire sauter la banque et le régime si les masses s'en emparaient.

### **Dernier point. Solidarité !**

Je ne suis pas le mieux placé pour en parler de mon trou en Inde, mais bon, cela m'est venu à l'esprit à plusieurs reprises donc je vous le soumetts. Il faut assurer le soutien financier et juridique à tous les manifestants qui ont fait l'objet de la répression policière. Je crois avoir lu quelque part que quelque chose avait été fait dans ce sens, mais j'ignore si cela a été généralisé sur le plan national.

### **D'autres arguments.**

#### **Le travail constituant (deuxième partie) Par Jean-Yves Jézéquel - Mondialisation.ca, 27 janvier 2019**

Extrait. A la suite du « Grand Débat » citoyen qui doit se terminer le 15 mars prochain, il faudra que cette demande essentielle remonte au « sommet ». Nous savons déjà qu'elle sera niée, critiquée, condamnée, rejetée par la macronie au pouvoir. Voilà pourquoi, la suite des événements sera très vraisemblablement la grève générale et le blocage économique radical du pays obligeant Macron à démissionner. Dès que ce préalable sera obtenu, alors il sera possible d'envisager cette réforme exigée par le peuple. (...)

On peut ainsi comprendre très clairement que le sujet majeur actuel, pour le peuple Français, c'est de passer à la démocratie véritable : une démocratie directe participative, incluant en soi l'abolition de la 5ème République et de tous les pouvoirs donnés au Président de la République. La France ne peut plus être une monarchie républicaine, elle doit devenir une démocratie; les Français veulent être directement responsables de la vie politique du pays et de la communauté de destin qui les réunit. Le régime parlementaire représentatif ne représentant absolument plus les désirs, la volonté, la conscience et la souveraineté du peuple, le temps est venu de reprendre en mains cette souveraineté.

Les « représentants » étaient légitimes à l'époque où le peuple était majoritairement analphabète. Aujourd'hui, le peuple est constitué de personnes qui sont bien mieux informées et bien plus compétentes que la plupart de ses représentants. Le régime parlementaire représentatif est aujourd'hui caduc et ses défenseurs sont manifestement de mauvaise foi, car tout le monde sait pertinemment que l'Assemblée Nationale n'est, en aucun cas, représentative du peuple français!

Cette réforme implique également que le pouvoir supra national donné arbitrairement à l'Union Européenne, contre la volonté du peuple exprimée le 29 mai 2005 par le référendum, soit aboli. (...) (Mais pas l'UE, puisque plus loin il parle de "réaménagement de l'Union Européenne", ce qui est incohérent ou une contradiction qui n'effleure pas l'esprit de son auteur. - LVOG)

Le pacte d'Aix-la-Chapelle entre Merkel et Macron, écrit et signé en catimini, sans l'avis du peuple, va à l'encontre de cet objectif souhaitable. Macron et Merkel sont entrain de concocter un système de verrouillage qui rendra encore plus compliqué ce réaménagement de l'Union Européenne. Il est clair que

dans ces conditions, la lutte sera beaucoup plus violente, puisque les prédateurs du système ultra libéral veulent l'abolition des Etats Nations, alors que les peuples révoltés veulent qu'on reconnaisse leur souveraineté. Il y a là deux logiques diamétralement opposées et dont l'incompatibilité s'accroît chaque jour un peu plus, grâce aux manigances et aux trahisons des oligarques placés illégitimement au pouvoir. Rappelons que la présence de Macron à l'Elysée n'est pas légitime, compte tenu du nombre de voix qui l'a placé à ce poste usurpé par la manipulation électorale avec l'aide des médias aux mains des milliardaires et de la banque. (...)

Le Référendum d'Initiative Citoyenne (RIC) est une procédure législative dont l'initiative appartient exclusivement aux citoyens et qui leur permet — si les conditions prévues par la loi sont remplies — d'imposer un référendum pour prendre une décision concernant la Constitution, les traités, les lois, les règlements...

C'est cette procédure qui fait du peuple le législateur en dernier ressort. Dans le régime politique « représentatif », avec son règlement électoral très injuste, les citoyens sont réduits au silence pendant toute la durée du mandat des élus. A partir du moment où ils ont voté, tout leur échappe ensuite et ils ne décident plus de rien pendant des années! Mondialisation.ca, 27 janvier 2019

Je n'ai pas reproduit tous les passages qui colportaient un tas d'illusions ou de contradictions, voire des aberrations ou absurdités genre tirage au sort des élus, qui auraient été trop longues à commenter et que nous n'avons cessé de combattre dans ce portail.

On ne trouve guère d'auteurs qui ne soit pas en proie à une profonde confusion dès qu'ils abordent le développement de la situation social et politique, parce qu'ils veulent régler un tas de problèmes sans rompre avec le capitalisme et l'ensemble de ses institutions économiques ou politiques nationales, européennes et internationales, ils en restent prisonniers.

Nous sommes lundi 28, il est 21h55, je reprends après avoir lu cinq articles publiés par le Saker francophone.

C'est fantastiques tous présentent de graves lacunes, et ils partent dans des analyses qui sont évidemment faussées à la base. En gros, ne comprenant pas que ce qui se déroule sous leurs yeux est la cause et non la conséquence d'une décision politique ou d'un développement, ils vont attribuer des intentions ou événements à des acteurs ou à des institutions qui ne les ont jamais eu ou qui n'en ont jamais été à l'origine.

Au-delà du fait qu'ici ou là on peut glaner quelques données intéressantes, les lire est un véritable supplice qui induira en erreur un lecteur mal informé, toutefois ce qui est intéressant aussi, c'est que leur démonstration inclut à leur insu apparemment ou le plus souvent des éléments de la propagande officielle, de sorte qu'on peut examiner les ravages qu'ils produisent sur le cerveau d'intellectuels généralement bien intentionnés ou qui se définissent comme des démocrates ou des progressistes, qu'ils partagent avec la plupart des gens, ce qui permet de mieux comprendre ce qu'ils pensent et pourquoi ils le pensent, ce qui permet une fois qu'on l'a discerné d'y répondre avec des arguments appropriés, au lieu de se livrer à un grand discours théorique qui sera déplacé ou incompréhensible.

Ce que nous savons ou ce que nous avons compris est une chose, et dans bien des cas cela importe peu ou doit passer au second plan quand on discute avec quelqu'un ou quand on lit un article écrit par un auteur qu'on ne connaît ou qu'on ne rencontrera sûrement jamais, il faut saisir le cheminement de sa pensée pour comprendre pourquoi il ne parvient pas à saisir la situation ou pourquoi il la saisit d'une manière plutôt qu'une autre, cela peut nous aider également à déceler des failles ou des erreurs dans notre propre argumentation, donc à l'améliorer.

Si on ne discute qu'avec des gens qui partagent nos idées ou qu'on ne lit que des articles qu'on aurait pu signer, c'est comme si on se parlait devant une glace ou qu'on lisait notre propre prose, ce qui ne nous avancerait pas à grand chose ! D'où l'intérêt de donner la parole à d'autres acteurs.

### **Pourquoi la "loi anticasseurs" est liberticide - Le HuffPost 29.01**

Vincent Brengarth, avocat au Barreau de Paris.

Aujourd'hui mardi 29 janvier 2019, est prévu l'examen en séance de la controversée proposition de loi visant à prévenir les violences lors des manifestations, et à sanctionner leurs auteurs. D'aucuns ont pu voir dans ce texte, non sans raison, la résurgence de la "loi anticasseurs" du 8 juin 1970 qui punissait de deux ans d'emprisonnement toute personne ayant continué à participer volontairement à un rassemblement illicite ou interdit, alors que des violences ou des voies de fait contre des personnes, ou des dégradations causées aux biens, avaient été commises du fait de ce rassemblement. Le législateur avait donc institué une responsabilité collective, rappelant également les propos tenus en mai 2018 par Gérard Collomb, alors ministre de l'intérieur, "Il faut que les personnes qui veulent exprimer leur opinion puissent s'opposer aux casseurs" et appelant les manifestants "à ne pas être complices de ce qui se passe par leur passivité".

Les gouvernements successifs ont toujours su tirer profit des violences commises pour discréditer les manifestations. Au prétexte de protéger le droit de manifester, la proposition de loi cherche notamment à accroître les pouvoirs de l'administration, comme ce fut le cas pendant l'état d'urgence.

Le texte est articulé autour d'un premier volet préventif et d'un second volet répressif. Le premier volet, relevant de la police administrative, offrirait ainsi la possibilité de créer des périmètres de sécurité autour de manifestations (contrôle visuel, ouverture des sacs et palpations de sécurité), mais également celle d'interdire à toute personne susceptible de se livrer à des violences de participer à une manifestation. Le second volet, judiciaire, prévoit, d'une part, la création d'un délit consistant dans le fait de punir la dissimulation de son visage lors de manifestations et de rassemblements et, d'autre part, une responsabilité civile collective des personnes coupables d'actes délictueux qui ont participé à une manifestation ou à un rassemblement ayant entraîné des dommages. Les nouvelles mesures sont déclinées dans sept articles.

L'article 1 de la proposition de loi concerne les périmètres de contrôle. Le législateur revient à la charge après que le Conseil constitutionnel a censuré, dans une décision de janvier 2018, le dispositif comparable que prévoyait la loi sur l'Etat d'urgence, compte tenu de l'atteinte portée à la liberté d'aller et venir. La commission des lois de l'Assemblée nationale n'a pas été dupe du risque d'inconstitutionnalité, puisqu'elle a supprimé l'article prévoyant la création des périmètres de sécurité.

Cependant, l'intention demeure et elle est d'autant plus préoccupante qu'elle est calquée sur un régime prévu pour lutter contre la menace terroriste. C'est compte tenu de cette menace qu'on admet généralement que le droit puisse être exceptionnellement altéré par une entrave aux libertés, avec les risques que cela engendre. L'hypothèse n'est donc aucunement celle de violences qui interviendraient en marge d'un mouvement social. La création de tels périmètres revient à créer un environnement criminalisant pour le manifestant, auquel il est attribué la volonté de participer à un mouvement suspect alors qu'il ne souhaite qu'exercer ses droits d'aller et venir et de manifester. De plus, les mesures prévues sont particulièrement intrusives même si, malheureusement, la menace terroriste nous y a accoutumés.

Le périmètre de protection n'est cependant pas le seul emprunt fait à la loi sur l'état d'urgence. En effet, l'article 2 de la proposition de loi duplique également l'interdiction de séjourner dans un périmètre défini (article 5 de la loi de 1955 sur l'état d'urgence) pour permettre au préfet ou, à Paris, au préfet de police, la possibilité de prononcer à l'encontre de toute personne, par arrêté motivé, une interdiction de prendre part à une manifestation, et ce particulièrement s'il existe des raisons sérieuses de soupçonner que son comportement puisse constituer une menace d'une particulière gravité pour l'ordre public. De plus, la personne peut être astreinte à une obligation de "pointage".

Il s'agit ainsi de créer un nouvel outil de police administrative. Le justiciable n'aura qu'un temps extrêmement réduit pour pouvoir saisir le juge administratif en référé afin de contester le bien-fondé de la mesure. De plus, c'est à l'administration, bien souvent visée par les manifestations, et donc juge et partie, qu'il incombera de définir la menace contre l'ordre public. En temps normal, l'interdiction de manifester peut être prononcée par le juge judiciaire, gardien institutionnel des libertés. Ce monopole lui serait donc retiré, au profit d'une administration dont les pouvoirs sont déjà extrêmement étendus.

L'appréciation de l'existence d'une menace, justifiant l'interdiction de la manifestation, se fera à travers une présomption qui va à l'encontre de la philosophie de notre droit réprimant des agissements et des actes positifs.

Par l'article 3 de la proposition, le législateur souhaite par ailleurs l'inscription, au sein de fichiers créés par les préfets de département et, à Paris, par le préfet de police, de toutes les interdictions de manifester.

Cet article rejoint l'accroissement toujours plus important des fichiers individuels, au mépris de la vie privée. De plus, la loi du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés interdit de traiter des données à caractère personnel qui révèlent les opinions politiques. Il est impossible de garantir que la constitution d'un fichier pour les interdictions de manifester ne permettra pas aux pouvoirs publics de ficher des opposants politiques. De plus, et pour ne citer que ce dernier, il existe déjà le fichier de prévention des atteintes à la sécurité publique, qui est de nature à atteindre les objectifs qui sont poursuivis par le législateur.

Ensuite, l'article 4 de la proposition prévoit un nouveau délit de dissimulation du visage, au sein ou aux abords immédiats d'une manifestation. Il faut préciser qu'une contravention est déjà prévue pour réprimer de tels faits (article R. 645-14 du code pénal), et qu'il ne s'agirait donc que d'accroître la sanction.

A titre de rappel, les contraventions étaient rarement appliquées, ce qui illustre déjà la difficulté à manier un tel outil. Le principal écueil d'un tel délit, qui peut se comprendre dans son principe, résulte de la difficulté à sonder l'intention des personnes, qui ne cherchent pas nécessairement à échapper à la police dans le but de troubler impunément l'ordre public. Un certain nombre de manifestants ont été blessés au visage et peuvent en toute logique vouloir se protéger des armes utilisées par les forces de l'ordre, dont l'intense utilisation semble disproportionnée depuis ces dernières semaines. La blessure infligée à Jérôme Rodrigues en constitue la dernière et triste illustration. De plus, compte tenu de l'appétence de l'administration pour les fichiers et du peu de contrôle sur ces derniers, l'on peut légitimement comprendre la volonté de ne pas montrer son visage dans des manifestations où les policiers et les médias sont omniprésents, sans que ce choix trahisse une volonté de troubler l'ordre public.

L'article 6 de la proposition de loi ambitionne d'étendre le champ d'application de l'incrimination relative au port d'arme lors d'une manifestation pour, schématiquement, y ajouter les «armes par destination» (dont les fusées et artifices).

Un tel article paraît assez redondant avec l'appréciation qui était déjà faite par les juridictions, outre qu'il alimente la conception particulièrement culpabilisante des manifestations. Le moindre objet, tel un masque pour se protéger du gaz lacrymogène, devient suspect et permet de criminaliser le manifestant.

Le même article prévoit également de généraliser l'interdiction de manifester, susceptible d'être prononcée par le juge comme peine complémentaire.

Enfin, l'article 7 de la proposition de loi consacre une présomption de responsabilité civile collective des personnes condamnées pénalement pour des infractions commises à l'occasion d'une manifestation, et spécifiques à celles-ci.

Cet article ignore la conception classique de la responsabilité civile, qui exige la démonstration d'une faute, d'un préjudice et d'un lien de causalité. Il vient instituer une forme de responsabilité civile collective pour des infractions commises à l'occasion d'une manifestation. Le risque de jugement arbitraire est d'autant plus fort que les délits qui concernent les manifestations, dont la participation délictueuse à un attroupement, sont des infractions dont il faut comprendre qu'elles peuvent être largement interprétées. La proposition d'amnistie des manifestants condamnés, faite par le député André Chassaigne, rappelle également que les condamnations s'inscrivent dans un contexte très particulier de revendication sociale, et qu'elles ne résultent pas mécaniquement d'atteintes délibérées aux biens et aux personnes. Il faut encore souligner que le climat de tension n'est pas le fait exclusif des manifestants, mais aussi du déploiement très lourd de la force publique.

Paradoxalement, les manifestations, qui sont censées veiller au respect des droits, aboutissent à leur restriction. Le gouvernement tire avantage des violences qui nuisent aux manifestations pour augmenter son autorité. Il s'arroge une capacité grandissante à définir les contours des troubles à l'ordre public afin de mieux contrôler le droit de manifester pour, à terme, le rendre politiquement inoffensif. Un droit de manifester dont on abandonnerait la définition aux pouvoirs politiques est profondément anti-démocratique.

Le gouvernement avait déjà accru ses prérogatives en intégrant certains des outils de l'état d'urgence dans le droit commun, il va désormais plus loin. Il n'est plus question de lutter contre la menace terroriste, mais de protéger le droit de manifester en le restreignant et en faisant peser des présomptions de culpabilité.

Le contrat passé avec l'Etat est d'autant plus biaisé que lui-même ne se justifie pas lorsque la violence qu'il utilise est illégitime. Les violences policières se multiplient sans qu'on cherche à les sanctionner avec le même empressement que celles des manifestants. Le législateur augmente le recours au fichage, sans faciliter la possibilité d'en sortir pour le justiciable. Tout cela s'opère dans le cadre d'une présomption de bonne foi, qui voudrait que la violence soit l'apanage des manifestants. Un piège se tend peu à peu. Il ne pourra plus être question de protéger nos droits lorsque nous aurons abandonné à l'Etat la possibilité d'en contrôler l'expression. Le HuffPost 29.01

### **Le parti de l'extrême-centre ou pour un peu, la droite bascule à l'extrême droite !**

- Européennes: "LR a confié sa liste à (son) extrême droite", accuse Lagarde (UDI) - AFP 29.01

Le président de l'UDI Jean-Christophe Lagarde, qui doit prendre la tête d'une liste centriste pour les Européennes, a estimé mardi que le choix du conservateur François-Xavier Bellamy par LR pour conduire leur liste revenait à confier celle-ci "à l'extrême droite". AFP 29.01

### **L'extrême-centre fasciste a un autre parti de gauche.**

LVOG - Pour rappel, Raphaël Glucksmann fut au côté de BHL l'un des porte-parole hystérique du coup d'Etat de l'Otan réalisé par des partis néonazis à Kiev (place Maidan), en Ukraine.

- Européennes: Place publique donne à voir un début de convergence à gauche - AFP 30 janvier 2019

Des socialistes, des membres de Générations, des écologistes... mais pas de représentants du PCF ou d'EELV: Place publique a tenu mardi à Paris un meeting qui a pour la première fois donné à voir l'esquisse d'une réconciliation des formations des gauches, que le mouvement lancé par Raphaël Glucksmann appelle de ses vœux en vue des européennes.

Membre de Générations, l'ancienne députée Barbara Romagnan a jugé qu'il serait "irresponsable" que l'unité ne se fasse pas, alors que les uns et les autres "sont d'accord sur l'essentiel".

La numéro deux du PS Corinne Narassiguin s'est mise à l'unisson, soulignant que le PS avait rapidement "répondu présent" à l'invitation de Place publique, et participé "activement" à la rédaction des dix combats communs.

Présente dans le public, la maire PS de Paris Anne Hidalgo a salué devant la presse une "belle aventure". "Ca crée beaucoup d'espoir dans toute une population qui se sent écolo, de gauche, sociale-démocrate, européenne, et qui a envie d'autre chose", a-t-elle relevé.

"Est-ce qu'on peut parler de sauver l'Europe, de sauver le climat plutôt que de sauver le Parti socialiste ?", a ironisé le de file des écologistes, Yannick Jadot.

Au sein de Générations, tous ne sont pas prêts à rendre les armes. "L'appel à l'union c'est intéressant (...) Mais comment a-t-on la garantie que le PS est sincère lorsqu'il dit qu'il va rompre avec le libéralisme, quand en même temps il reste au PSE ?", a réagi auprès de l'AFP le bras droit de Benoît Hamon, Guillaume Balas.

"L'idée est de donner sa chance au produit, le rassemblement", a expliqué le député PS du Val-de-Marne, Luc Carvounas. AFP 30 janvier 2019

Tous les jours l'AFP lui consacre au moins un article, ceci explique cela.

### **Non, ce n'est pas "la nouvelle 'gôche'", mais la gauche qui est liée au capitalisme depuis plus d'un siècle.**

Extrait. Ainsi, une majorité de Français a voulu tourner le dos à l'extrême-droite, votant pour un candidat issu du PS – et des milieux financiers... non, il n'y a pas d'oxymore, c'est la nouvelle 'gôche' paraît-il – mais se déclarant « ni de gauche ni de droite »... et elle a eu un président dont les déclarations, actions et

manœuvres depuis son accession à la fonction, ainsi que celles de son équipe, sont plus répressives les unes que les autres, ne laissant planer aucun doute quant à l'inclinaison pour une droite... extrême. Quand il est dit qu'il faut préférer l'original à la copie, cherchez l'erreur ! (Les 'Gilets Jaunes': proposition pour aller plus loin par Daniel Vanhove Mondialisation.ca, 16 janvier 2019)

Du PS à RN en passant par LREM, LR, l'UDI, le MoDem, le PR, le MRC, le PCF, tous ont finalement la même nature sociale pour être tous liés au régime capitalisme. Le jour où on l'aura admis, le mouvement ouvrier et l'humanité feront un pas de géant en avant vers le socialisme et la liberté, pas avant.

La preuve :

Daniel Vanhove - Et il faut espérer que le mouvement (des gilets jaunes - ndlr) continuera, allant même en amplification tant que le changement en profondeur d'une structure d'Etat obsolète et du 'système' ne seront pas envisagés.

LVOG - Il évoque la nécessité d'un "changement en profondeur d'une structure d'Etat obsolète et du 'système', mais pas le renversement des rapports sociaux de production qui constituent les fondements de l'Etat et du régime capitaliste, autrement dit on ne change rien !

Maintenant il faut le justifier, voyons comment il s'y prend.

Daniel Vanhove - Les 'GJ' de tous pays n'obtiendront rien de substantiel en se cantonnant à manifester dans leurs villes et pays. Ils devront intégrer cette notion et se rendre à l'évidence : leurs gouvernements nationaux sont pieds et poings liés par les Traités signés.

LVOG - Ah ben voilà, il est inutile pour les travailleurs de "manifester dans leurs villes et pays" puisqu'ils "n'obtiendront rien" ! Et comme ils ne feront jamais le déplacement jusqu'à Bruxelles, messieurs les capitalistes vous pouvez dormir tranquille.

Mais il existe bien une raison à cela, en effet, il va s'employer à la fabriquer.

Daniel Vanhove - Les pouvoirs nationaux ont été lentement mais assurément transférés à l'Europe. Et c'est donc bien contre cette Europe inéquitable qu'il faut concentrer les efforts de contestation et d'opposition. C'est-là que se situe le pouvoir. Et c'est ce dernier qu'il convient de renverser.

LVOG - En réalité, il n'a l'intention de rien "renverser" du tout. Sa démonstration va juste consister à faire croire que cette "Europe" pourrait devenir moins "inéquitable".

Pour commencer, il va donc jusqu'à nier que la France demeure un Etat libre et souverain, et surtout que son peuple peut décider souverainement, librement son destin ou l'orientation de la société y compris en se débarrassant du capitalisme et de l'UE. Mais pourquoi le nie-t-il ? Parce qu'il ne faudrait pas qu'il s'engage dans cette perspective politique, il doit rester pieds et mains liés au capitalisme et à l'UE, il ne doit pas envisager son avenir autrement.

Sur quoi fait-il sciemment l'impasse ? Sur le fait que ce n'est pas l'UE qui a adopté la Constitution de la Ve République ou les Constitutions nationales de chaque pays, mais le peuple souverain, et que ce qu'il a adopté un jour, il détient toujours le pouvoir de l'abolir ou à aucun moment il n'a abdicé ce pouvoir, que cela plaise ou non à l'UE.

Une fois posée la nécessité de conserver le capitalisme après l'avoir critiqué en empruntant un discours radical de façade, au stade suivante il ne peut pas non plus envisager de rompre avec l'UE qui tout comme le capitalisme doit seulement être réformée.

Daniel Vanhove - Dans la foulée, quand les citoyens auront compris et intégré cette notion et qu'ils voudront pousser plus loin la réforme indispensable du système actuel tant décrié pour ses injustices, c'est au niveau des alliances qu'il faudra repenser les choses.

LVOG - La panacée ou la solution pour sortir le capitalisme français et l'UE de la crise qui les ravage, serait que l'impérialisme français se tourne de préférence vers les impérialismes russe et chinois au lieu de demeurer fidèle à l'impérialisme américain qui dans son sillage les conduit à leur perte.

Daniel Vanhove - Comme je le dis souvent, à terme la géographie a toujours le dernier mot sur l'Histoire, et nous indique que nous devons absolument nous tourner vers la Russie, porte d'accès vers l'Asie dont le continent auquel nous appartenons nous lie.

Nous avons donc toutes les possibilités de créer une autre Europe que celle improbable, que nous voyons se déliter sous nos yeux. Il est urgent d'y réfléchir, de défaire la construction européenne existante et ses alliances mortifères au profit de nouveaux choix dans le sens du continent Eurasiatique dont nous sommes citoyens.

LVOG - De fil en aiguille ce philistin a rabaissé ses ambitions, l'UE qu'il fallait "renverser" regagne du galon pour redevenir seulement "improbable", qui sait, à défaut de mieux, ce serait toujours mieux que rien. En fait, il regrette qu'elle se délite ou il ne supporte pas que ces illusions de petits bourgeois désabusé apparaissent au grand jour et soient si mal menées, trahissent ses intentions qui ne pouvaient conduire qu'à une impasse politique, alors en désespoir de cause, à défaut de se tourner vers la classe ouvrière, il se tourne vers la Russie et la Chine.

Depuis des années les médias dits alternatifs publient à la pelle ce genre d'articles qui présentent la particularité de partager la même orientation politique opportuniste. Ces intellectuels n'ont décidément rien à envier à la social-démocratie, ils en ont pris le relais en quelque sorte, et ils distillent le même poison.

Au fait, c'était le dernier paragraphe de son article intitulé *Les 'Gilets Jaunes': proposition pour aller plus loin*, autrement dit, il n'avait absolument rien à leur proposer "*pour aller plus loin*", mais plus sûrement pour les tirer en arrière ou les mener dans une impasse politique qui leur serait fatale.

### **Le grand débat nationale : Circulez, il n'y a rien à voir, rien à gratter !**

#### **0% de matière grasse, non, pas chez les actionnaires du CAC40 !**

- TVA à 0% sur certains produits: une fausse bonne idée? - L'Express.fr 28.01

Le gouvernement est ouvert à cette proposition prônée par les gilets jaunes, qui se relève presque impossible à appliquer. L'Express.fr 28.01

#### **On vous pourrira la vie à petit feu s'il le faut.**

- Le bilan de la mortalité routière conforte le 80km/h - LeFigaro.fr 28.01

Édouard Philippe a réaffirmé son intention de maintenir cette mesure contestée sur le réseau secondaire, mais laisse entrevoir un assouplissement. LeFigaro.fr 28.01

#### **"Une banalisation de la situation serait irresponsable", c'est vrai : Macron dégage !**

- Syrie: Une banalisation de la situation serait irresponsable, dit Macron - Reuters 28.01

Une "normalisation ou banalisation" de la situation en Syrie, où le régime de Bachar al Assad ne donne "aucune indication" de vouloir engager une discussion en vue d'une transition politique, serait "irresponsable", a déclaré Emmanuel Macron lundi. Reuters 28.01

### **L'extrême-centre, c'est le fascisme. Et ils ne manquent pas d'alliés.**

#### **D'un coup d'Etat à l'autre, la nouvelle gouvernance mondiale.**

- Venezuela : Guaido remercie Macron "pour sa prise de position forte" - LePoint.fr 27.01

Dans une interview exclusive accordée au "Figaro", le chef de l'opposition confirme vouloir organiser une élection présidentielle le plus rapidement possible. LePoint.fr 27.01

### **Nous n'avons pas mérité Macron !**

- Macron : "le peuple italien mérite des dirigeants à la hauteur de son histoire" - euronews 27.01

Le président français Emmanuel Macron a jugé " insignifiantes " les récentes attaques verbales des deux vice-premiers ministres italiens, affirmant que son seul homologue était le Premier ministre Giuseppe Conte.

### **Les barbares "en grâce".**

- Le taliban Baradar converti en négociateur pour la paix - Liberation.fr 27.01

Cofondateur du mouvement fondamentaliste afghan, le mollah avait été arrêté en 2010 par la CIA avant de revenir en grâce pour diriger les discussions avec les Etats-Unis. Infructueuses depuis 2012, elles pourraient avancer pour la première fois.

### **Ils savent tout juste compter jusqu'à 16 (Ce n'est pas de moi, mais de Prévert.)**

- Foulards rouges : à Paris, les slogans contre les Gilets jaunes ont fusé - LeParisien.fr 27.01

Une grosse dizaine de parlementaires LREM, en rang derrière une cordelette verte, scande : « On a voté ! On a voté ! » Ou encore : « Liberté ! Egalité ! Fraternité ! » Jean-Michel Fauvergue défile, gros cigare à la bouche.

"La Marche républicaine des Libertés" qui a réuni, dimanche 27 novembre, 10 500 personnes, selon la préfecture de police de Paris.

Marie-Line Houard, 62 ans, adhérente de LREM, est « là parce qu'il y a trop d'exactions contre notre démocratie, nos élus, nos forces de l'ordre ». Ingrid, retraitée, peste contre les « Gilets jaunes » : « On peut leur proposer n'importe quoi, ils ne veulent rien entendre. C'est abominable ! »

Tous clament, parlementaires compris, à intervalles réguliers, « Vive nos policiers ! Vive nos gendarmes ! » « Nous aussi, on est le peuple », prône cette foule...

« Toute l'énergie de LREM doit se concentrer sur la réussite du Grand débat pour qu'il permette, je l'espère, d'apaiser et de rassembler. Il faut prendre garde au risque de la perception du camp contre camp », commente ainsi Philippe Grangeon, dirigeant de LREM, très proche du président.

Un vœu pieux ? Dimanche, place de la Bastille, une trentaine de « Gilets jaunes » avaient déployé une banderole « Macron Destitution » pour accueillir les « Foulards rouges ». Huées et invectives de part et d'autre. LeParisien.fr 27.01

### **Précision.**

A 14h (heure de départ de la manifestation), il y avait quelques centaines de manifestants. A 14h15, LCI, officine pro-Macron annonçait le chiffre le plus haut, à savoir entre 1.500 et 2.000.

Certes, des manifestants ont rejoint la manifestation en cours de route, mais la vidéo de Russia Today (qui a filmé toute la manif en direct) montre qu'on était très loin des 10.000 manifestants. Russia Today annonce 1.500 manifestants. C'est visiblement sous-estimé, mais on peut estimer à environ 3.000 le nombre de manifestants. Cette manifestation est un échec pour Macron. 3.000 manifestants environ pour une "montée nationale" à Paris de tous ses soutiens, c'est ridicule. tendanceclaire.org 27.01

### **Les Orléanistes ont leur parti.**

- "Gilets jaunes": le parti "Les Émergents" de Jacline Mouraud fondé à Orléans - AFP 27.01

Jacline Mouraud, figure des "gilets jaunes", a annoncé dimanche à Orléans la fondation du parti "Les Emergents". AFP 27.01

### **Jaune tout court.**

- "Gilets jaunes": Ingrid Levavasseur réclame l'arrêt de "toutes les violences" - AFP 27.01

### **Toutes les occasions sont bonnes pour collaborer avec leur monarque, sinon ils les créent.**

- Agora à Paris : les écolos profitent du climat pour s'inviter dans le grand débat - Liberation.fr 27.01

Quelques centaines de personnes ont répondu dimanche à l'appel des ONG environnementales. Rassemblées place de la République, elles ont réfléchi, le temps d'un après-midi, à la meilleure façon d'alerter les pouvoirs publics. Liberation.fr 27.01

### **Enfin ! Je propose à Macron de le nationaliser pour le sauver.**

- "C'est un journal qu'on n'a pas le droit de laisser mourir" : les salariés de "l'Huma" se battent pour sauver le quotidien de Jaurès - Franceinfo 30 janvier 2019

La semaine dernière le quotidien a été contraint de se déclarer en cessation de paiements, comme l'a révélé l'hebdomadaire Marianne, auprès du tribunal de commerce de Bobigny. Une audience s'y déroule mercredi 30 janvier afin de décider du sort du journal. Lundi, celui-ci a lancé un appel à la mobilisation générale à destination de ses lecteurs afin de l'aider à surmonter ses difficultés financières. "On ne s'est jamais retrouvé dans une situation pareille mais on est prêt à relever le défi", assure Pierre Barbancey, grand reporter à l'Huma.

"Pour la France, la disparition de l'Huma, ce serait un appauvrissement du débat démocratique. On apporte dans le pot commun des idées pour aider à la réflexion et même si ces idées-là sont affaiblies, elles n'ont pas disparu", renchérit-il.

Mais la crise que traverse l'Huma pourrait avoir raison de cette "formidable rédaction". Tiré à près de 50 000 exemplaires, le quotidien a vu ses ventes chuter en France de 6% en 2017-2018, à 32 700 exemplaires en moyenne. Franceinfo 30 janvier 2019

### **Dans quel monde vivons-nous ?**

Royaume-Uni : des enfants mal nourris... Par Eleanor Busby - Le 11 janvier 2019 - Source The Independent - Publié par le Saker francophone 21.01.2019

Siobhan Collingwood, directrice de l'école primaire de Morecambe Bay, dans le comté de Lancashire, a déclaré qu'un élève sur dix venait de familles qui ont recours aux banques alimentaires.

« Lorsque les enfants sont affamés, cela altère leur comportement et les rend complètement obsédés par la nourriture, ainsi nous avons des enfants qui vont voler des noyaux de fruits dans les poubelles », a déclaré la directrice.

S'exprimant à l'émission BBC-Breakfast, Siobhan Collingwood a déclaré : « Nous avons des enfants qui n'ont rien dans leur gamelle du déjeuner et qui font une fixation sur la nourriture ».

La directrice a ajouté qu'il y avait actuellement 35 enfants dans son école dont les familles sont aidées par des banques alimentaires, en ajoutant : « Le nombre est probablement plus élevé, mais nous ne connaissons que ceux-là. »

En début de semaine, le Comité d'audit environnemental a présenté les chiffres de 2017 de l'UNICEF selon lesquels 19% des enfants britanniques de moins de 15 ans vivent avec des adultes qui ont du mal à se procurer de la nourriture.

Siobhan Collingwood a déclaré que la faim à laquelle sont confrontés les élèves « brisait le cœur » et ajouté qu'elle avait vu des parents arriver à l'école et fondre en larmes, affirmant qu'ils n'avaient pas les moyens de nourrir leurs enfants.

« Des familles me disent qu'elles se prêtent régulièrement de la nourriture, et mon expérience quotidienne me dit que c'est un problème qui s'aggrave de plus en plus », a-t-elle déclaré.

Siobhan Collingwood a affirmé qu'elle avait constaté davantage de problèmes depuis l'introduction du Crédit universel, [un système d'indemnisation unique qui regroupe et remplace une série d'indemnités sociales qui existaient auparavant – NdT].

Ses commentaires ont eu lieu après qu'un groupe de députés représentant plusieurs partis a appelé le gouvernement à nommer un « ministre de la faim » pour lutter contre « l'insécurité alimentaire » – en particulier parmi les jeunes enfants. (Publié par le Saker francophone 21.01.2019)

---

## **INFOS EN BREF**

### **POLITIQUE**

#### **Venezuela**

**- Venezuela : face au duel entre Maduro et Guaido, la communauté internationale divisée - Le Figaro 29.01**

À l'égard du Venezuela, le monde est coupé en deux parts de taille inégale. Depuis que Juan Guaido, le président du Parlement vénézuélien, tenu par l'opposition, s'est autoproclamé «président par intérim», seulement treize États, menés par les États-Unis, lui ont reconnu ce titre. Le Canada ainsi que onze des douze membres du Club de Lima (Brésil, Argentine, Canada, Chili, Colombie, Costa Rica, Guatemala, Honduras, Panama, Paraguay, Pérou) puis l'Australie ont rapidement suivi Washington.

Certains États européens soutiennent par ailleurs Guaido sans le reconnaître formellement. Ainsi, la France, l'Espagne, le Portugal, la Belgique, l'Allemagne, la Grande-Bretagne ont lancé un ultimatum au président élu mais contesté, Nicolas Maduro, que celui-ci a d'ores et déjà rejeté: s'il n'annonce pas dans les jours qui viennent l'organisation d'élections anticipées, ceux-là reconnaîtront à leur tour le «président par intérim». L'Union européenne elle-même, plus frileuse, s'est aussi prononcée en faveur de Guaido, mais, là encore, sans reconnaissance officielle.

D'ici à quelques jours, une vingtaine voire, au maximum, une trentaine d'États occidentaux, dont trois des cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU (Washington, Paris, Londres), feront ainsi face à l'écrasante majorité des 193 États membres de l'ONU qui reconnaissent, implicitement ou explicitement, le président en exercice, héritier et successeur de Hugo Chavez depuis 2013. La Russie et la Chine, membres du Conseil de Sécurité de l'ONU, ont pris la tête de ce mouvement, soutenues à haute voix par la Bolivie, Cuba, le Mexique, la Turquie, l'Iran et d'autres États qui dénoncent une tentative d'«ingérence» et craignent une tentative de «changement de régime». Mais il faut ajouter à cette liste les États qui ne se sont pas prononcés depuis le déclenchement de la crise et qui, par continuité et en l'absence de déclaration opposée, continuent de facto de reconnaître Maduro.

«Ce clivage recoupe celui qui existe lors des interventions militaires, comme en Libye en 2011. On retrouve à chaque fois cette même opposition entre un monde occidental prompt à l'interventionnisme et un monde composite formé des anciennes puissances de l'Est, des États émergents et des pays issus de la

décolonisation qui craignent de voir leur souveraineté remise en cause», analyse Bertrand Badie, professeur des Universités à Sciences Po Paris et spécialiste des relations internationales.

Les États qui reconnaissent Guaidó s'appuient sur l'analyse de l'opposition vénézuélienne selon laquelle l'élection présidentielle de décembre 2018, lors de laquelle Maduro a été réélu à 68% des voix, était irrégulière. Il y aurait donc une vacance du pouvoir dans la mesure où celui-là serait illégitime. Les États qui restent fidèles à Maduro en appellent à contrario au droit international et à la souveraineté des États: selon eux, les relations internationales ne doivent pas interférer avec les affaires intérieures d'un pays. Quoi que l'on penserait de l'élection qui a conduit à la victoire de Maduro, ce dernier serait bien celui qui occupe la tête de l'État vénézuélien. (...)

Juan Guaidó a lui-même reconnu avoir rencontré il y a plusieurs semaines le conseiller à la sécurité nationale, John Bolton, partisan de longue date des «changements de régime».

Au-delà de la lettre du droit, Bertrand Badie note que «la décision occidentale» de reconnaître Guaidó est absolument «inédite». «Pour la première fois, la réalité du pouvoir est complètement mise de côté dans le processus de reconnaissance internationale d'un État. (...)

Qu'on le veuille ou non, Maduro dispose du pouvoir. Le plus probable, c'est que tout cela conduira à une radicalisation des deux camps car internationaliser un conflit conduit quasiment toujours à le rendre plus aigu encore». En une semaine, les violences entre manifestants et forces de l'ordre auraient fait au moins 40 morts, selon le haut-commissaire de l'ONU aux droits de l'homme. Le Figaro 29.01

#### **- Venezuela: l'opposition dans la rue, Maduro prêt à des législatives anticipées - AFP 30 janvier 2019**

La pression diplomatique des Etats-Unis se fait aussi chaque jour plus insistante: premiers à accepter Juan Guaidó comme président, ils viennent de prononcer de nouvelles sanctions contre l'entreprise pétrolière PDVSA, source de 96% des revenus du Venezuela.

"La stratégie des Etats-Unis est de provoquer l'effondrement du système économique du Venezuela pour forcer la sortie" du président, explique l'économiste Luis Vicente Leon.

"Mais s'ils échouent, comme à Cuba, en Syrie ou en Iran, ce sera le peuple qui en sera le plus affecté". AFP 30 janvier 2019

---

## **SOCIAL ET SOCIÉTÉ**

### **France**

- Usine Arjo : «C'est les gendarmes qui nous ont appris la fermeture» - Libération 29 janvier 2019

En bordure de départementale, des palettes en bois font office de panneaux de signalisation. Les salariés d'Arjowiggins Security, entreprise vendue il y a huit mois par le groupe français Sequana à un fonds d'investissement suisse, Blue Motion Technologies Holding, y ont écrit en lettres noires : «Arjo 240 morts. Merci patron.» Jusqu'au 16 janvier, ils étaient 199 à faire tourner ce site, situé à Jouy-sur-Morin (Seine-et-Marne), le reste des troupes se trouvant au siège du groupe et dans un bureau d'études. Niché en contrebas, au milieu des arbres, on y fabriquait alors du papier sécurisé, celui qui sert pour les billets, les cartes grises ou les passeports.

Barnum. Mais en plein cœur de l'hiver, les «formes rondes», petit nom des machines, se sont arrêtées. Ce jour-là, le verdict est tombé au tribunal de commerce de Nanterre : liquidation judiciaire, avec fermeture des portes ce mercredi. Karine, 50 ans, dont vingt de boîte, se souvient: «On était quelques-uns à attendre devant l'usine. Les gendarmes sont passés et c'est eux qui nous ont appris la nouvelle. Quand le directeur est revenu, il n'a pas eu un mot pour nous.» Depuis, plus de nouvelle de la direction. «Ils ont quitté le navire

et nous, souffle un autre employé. Ils s'en foutent de notre gueule.» Passé le «coup de massue», les salariés ont lâché leur besogne et décidé d'occuper l'usine. Sur les tôles, deux banderoles ont été tendues : «Encore une fermeture», et «La guerre civile approche sans réponse», comprendre sans réponse de l'Etat. Un gilet jaune pendouille au-dessus de l'entrée.

Nuit et jour, ils se relaient sous un barnum ou autour d'un feu de camp. Dans les braises, des planches, des pneus, et leurs stocks de papier spécial carte grise. «C'est notre monnaie d'échange», explique Patrice Schaafs, le délégué syndical central CGT. Toutes les douze heures, ils jettent une bobine de 200 kilos aux flammes. De quoi sonner l'alarme auprès de l'Etat français, leur client. «On a un an de stock et on est les seuls en France à pouvoir fabriquer ce type de papier», précise le cégétiste.

Depuis, les journalistes ont accouru, prophétisant la pénurie de cette matière première vitale pour l'administration. Dans la foulée, un rendez-vous a été organisé lundi avec la préfète du département. Le lendemain, un autre a eu lieu avec un représentant du ministère du Travail. Des rencontres qui n'ont rien donné de concret, râlent les «Arjo». Ne croyant guère à une reprise, ils réclament avant tout de pouvoir «partir dignement, explique l'élu syndical. Pour cela il faut que l'Etat injecte de l'argent pour qu'on ait droit à un plan social digne de ce nom». Ce qui, pour l'heure est loin d'être garanti, les caisses de l'entreprise étant, précise-t-il, vides. Dans ce cas, l'Association pour la gestion du régime d'assurance des créances des salaires (AGS) est appelée au renfort. Mais les enveloppes risquent d'être bien maigres, s'inquiètent les futurs licenciés.

Perfusion. «Les repreneurs ont tout pillé. Ce sont des escrocs. On est livrés à nous-mêmes, on n'a même pas notre lettre de licenciement. On sait même pas si on va être payés», fustige l'un d'eux. «On n'a même plus de mutuelle. Ils n'ont pas payé l'organisme. Plus le droit d'être malade», ajoute Yohan, automaticien, 43 ans, en poste depuis ses 16 ans. Plus que de la colère, lui parle de «haine» : «Nous on a gratté comme des cons pendant des années et, eux, ils ont bien dû avoir du fric; ils ont dû faire de beaux voyages. C'est insupportable. Il est où, le pognon ?» D'autant plus difficile à encaisser pour lui que la boîte a été sous perfusion de l'Etat, via la Banque publique d'investissement. «Autant d'argent injecté pour ce résultat. Quel scandale», s'insurge Yohan.

Pour Ivan, 61 ans, filigraniste, le plus dur est ailleurs : la disparition du savoir-faire de cette usine jadis «familiale» qui existe depuis quatre cents ans : «On faisait des billets pour 150 pays. Il y a peu, on a reçu les félicitations de la banque de Hongkong.» Il raconte le «filigrane moulé dans le papier», la «toile», les «paillettes» fixées sur le papier. «Ici, poursuit-il, on aime nos métiers. Même les simples colleurs y mettent tout leur cœur.» Des boulots bien payés, pour la région : de 1 600 à 2 000 euros pour un ouvrier, 2 500 pour un conducteur. Avec possibilité d'évoluer. «Un mousse pouvait devenir amiral», ajoute Ivan.

Autour du feu, la liste des griefs s'allonge. Bernard, 53 ans, du service logistique, n'en revient pas que ce site, «avec tous les produits chimiques qu'il y a dedans», ait été abandonné depuis le 16 janvier. «C'est nous, les salariés, qui sécurisons. Si ça gèle, que les tuyaux explosent, on refait AZF», assure-t-il. La CGT, elle, pointe la responsabilité du Comité interministériel de restructuration industrielle (Ciri), organisme interministériel chargé d'aider les entreprises en difficultés, «qui a participé au choix du repreneur». Mauvaise pioche. «Il y a eu des engagements, et en fin de compte, pas un euro pour nous», résume Karine, une des rares femmes du site.

Anthony, 23 ans et déjà quatre licenciements économiques à son actif, n'est pas trop inquiet. Pour lui, ce sera l'intérim, quitte à partir bosser à cent kilomètres de chez lui comme il l'a déjà fait. «Mais pour les autres?», questionne-il. «Dans le coin, y a plus rien, dit son voisin. C'est le désert complet.» Libération 29 janvier 2019

## **Espagne**

- La police espagnole déloge les taxis qui poursuivent leur grève - AFP 28 janvier 2019

La police anti-émeute espagnole a délogé lundi de l'une des principales artères de Madrid les chauffeurs de taxis qui poursuivaient leur grève "illimitée" contre les VTC pour le huitième jour consécutif.

Des dizaines de policiers casqués et armés et des véhicules de fourrière ont été déployés sur le Paseo de la Castellana, un axe nord-sud de la capitale, pour obliger les taxis à dégager les véhicules qui bloquaient le trafic.

Malgré la tension entre grévistes et policiers, aucune violence n'a été signalée.

Après que les premiers véhicules des grévistes eurent été emportés, les chauffeurs de taxis en tête de colonne se sont mis en marche lentement en klaxonnant pour protester, a constaté l'AFP.

Les grévistes avaient annoncé leur intention de paralyser le trafic à Madrid, avec l'appui de confrères attendus de plusieurs autres villes d'Espagne.

"Le droit de grève, légitime, n'inclut pas le droit de paralyser la ville", a fait savoir le préfet de Madrid, José Manuel Rodríguez Uribes, dans un message sur Twitter annonçant l'intervention des policiers.

Les chauffeurs de taxis en grève sont ensuite allés manifester devant le siège du Parti populaire (PP) qui dirige la région de Madrid ayant compétence sur les taxis, avant de se rendre à l'aéroport.

Vers 17h00 (16h00 GMT), ils avaient commencé à se rassembler sur la Puerta del Sol, place centrale de Madrid, devant le siège de la région.

Le mouvement durera "aussi longtemps qu'il le faudra", a lancé Angel Vallejo, l'un des chauffeurs en grève.

"Nous n'avons rien à perdre, nous sommes perdus, nous sommes déjà perdus. Ça ne peut pas empirer, alors on va se battre jusqu'à ce qu'on soit épuisés. Cette grève n'a pas de fin", a-t-il ajouté.

Les taxis exigent une réglementation qui limite la concurrence des véhicules de transport avec chauffeur (VTC), essentiellement, en Espagne, ceux d'Uber et sa concurrente Cabify.

Les taxis de Barcelone ont mis fin jeudi dernier à une grève de plusieurs jours après avoir obtenu une modification de la réglementation en Catalogne qui permettra d'exiger des usagers une réservation d'un VTC au moins une heure à l'avance.

Une mesure dénoncée vertement par les VTC. "La nouvelle réglementation que veut mettre en place le gouvernement régional catalan signifie notre expulsion de Barcelone pour satisfaire la frange la plus radicale des taxis en provoquant plus de chômage et moins de liberté", a lancé Cabify. AFP 28 janvier 2019